

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau et par le Secrétaire d'Etat au Logement et à l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 13 février 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'ordonnance "relative au permis d'environnement" et invité, le 19 juillet 1991, par le Ministre à lui communiquer cet avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 25 juillet 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vacantiekamer, op 13 februari 1991 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid en door de Staatssecretaris van Huisvesting en Leefmilieu van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "betreffende de milieuvergunning", en op 19 juli 1991 door de Minister om mededeling van dat advies verzocht, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 25 juli 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Il est fait référence à l'observation générale 1 de l'avis L. 20.594/9 que la section de législation a donné le 1er juillet 1991 sur le projet d'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain, au sujet du caractère malencontreux du procédé de législation par référence.

Arrêté de présentation.

L'ordonnance en projet est dépourvue d'arrêté de présentation.

Conformément à l'usage, cet arrêté doit être rédigé de la manière suivante :

"L'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale,

Sur la proposition du ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature, de la Politique de l'eau et des Monuments et sites,

ARRETE :

Le ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature, de la Politique de l'eau et des Monuments et sites est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

.../...

Dispositif.Article 3.

1. Au 1E, les mots "de la présente ordonnance" doivent être omis. La même observation vaut pour l'article 4.

2. Au 9E, il faut écrire :

"9EInstitut : l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement".

En effet, si la définition du projet est valable en tant qu'elle vise les fonctionnaires responsables désignés conformément à l'article 5 du projet pour délivrer les certificats et permis d'environnement, il n'en va pas de même pour l'application de l'article 46 qui, disposant qu'

"un recours est ouvert auprès de l'Institut contre la décision par laquelle le collège des bourgmestre et échevins statue sur une demande de permis d'environnement"

(installations de la classe c), prévoit l'intervention de l'institut comme tel.

.../...

3. Il y a lieu, au 10E, de remplacer "autorité délivrante" par "autorité compétente". Cette observation vaut également pour les articles suivants où cette expression est utilisée.

Article 4.

1. A l'alinéa 2, on écrira :

"Les installations de la classe A sont mentionnées à l'annexe I".

2. A l'alinéa 3, on écrira de même :

"..., soit sont mentionnées à l'annexe II, soit ...".

Article 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

1. Mieux vaut écrire au 4E :

.../...

"4Ela mise ou la remise en exploitation d'une installation dont le permis n'a pas été mis en oeuvre dans le délai prescrit conformément à l'article 46;".

2. Mieux vaudrait écrire au 7E :

"... dont le permis est arrivé à échéance;", la référence à l'article 59 étant inutile.

3. Mieux vaudrait écrire au 8E :

"... est classée par l'Exécutif en vertu de l'article 4".

4. L'alinéa 2, deuxième et troisième phrases, serait mieux rédigé comme suit :

"L'exploitation peut être poursuivie sans permis pendant ce délai et jusqu'à la notification de la décision portant sur la demande de permis. Le classement d'une installation par l'Exécutif fait l'objet d'une publication dans les bulletins d'information spécialisés des fédérations professionnelles".

5. De l'accord des délégués du ministre, il est proposé d'écrire :

.../...

"§ 2. Doivent faire l'objet d'un permis d'environnement s'ils proviennent d'une installation :".

Article 8.

1. L'intention des auteurs du projet est de créer un certificat d'environnement à l'exemple des certificats d'urbanisme, en s'inspirant du certificat nE 2 prévu en exécution de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Il serait souhaitable que les précisions données dans l'exposé des motifs au sujet des effets et de la valeur dudit certificat fussent inscrites dans le texte en projet.

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le certificat d'environnement détermine dans quelle mesure et à quelles conditions un permis d'environnement peut être délivré pour l'installation visée par la demande".

3. A l'alinéa 4, les mots "sous réserve de l'entrée en vigueur, dans l'intervalle, de prescriptions législatives ou réglementaires plus contraignantes" doivent être omis.

Article 9.

L'article 9 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 9. Toutes pièces et tous documents sont envoyés sous pli recommandé à la poste ou délivrés par porteur contre une attestation de dépôt".

Article 10.

Suivant le commentaire que l'exposé des motifs donne de cet article,

"cette disposition vise à résoudre la question controversée dans le système du Règlement général pour la protection du travail, de la subsistance et de l'étendue des pouvoirs de police des autorités communales à l'égard des installations soumises à autorisation".

Il est superflu que le législateur régional rap-pelle, dans le texte en projet, l'absence d'incidence de la réglementation envisagée sur le pouvoir de police réservé à la loi par l'article 108, alinéa 2.2, de la Constitution.

La disposition peut, dès lors, être omise et la numérotation des articles adaptée en conséquence.

Article 11.

Suivant le commentaire qui en est donné,

"la réserve des droits des tiers, mentionnée à l'article 11, est traditionnelle : il s'agit de sauvegarder la possibilité d'agir selon le droit privé commun (action en troubles de voisinage). Par la formulation utilisée, l'article 11 entend éviter toute limitation des droits des tiers, y compris quant au mode de réparation du dommage subi".

La disposition en projet, qui n'entend pas déroger au droit commun, doit être omise.

Article 12 (devenant
l'article 10).

1. Mieux vaut écrire :

"Art. 10. La demande de certificat ou de permis d'environnement contient les indications suivantes :".

2. A titre subsidiaire, au 4E, il est fait référence
aux

"éléments requis, le cas échéant, en vertu de l'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain".

.../...

Il s'agit là d'une nouvelle application du procédé de législation par référence, critiqué dans l'observation générale. En l'espèce, les "éléments requis" n'apparaissent pas clairement à la lecture du texte en projet.

Mieux vaudrait, à tout le moins, viser la ou les dispositions de l'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain. En outre, il y a lieu d'indiquer la date de cette ordonnance.

Article 13 (devenant
l'article 11).

La disposition en projet serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 11. L'Exécutif peut préciser et compléter les indications à mentionner dans la demande de certificat ou de permis d'environnement. Il détermine la forme de la demande".

Article 14 (devenant
l'article 12).

Suivant les explications du délégué du ministre, l'hypothèse visée dans la disposition en projet concerne, non seulement la mise ou la remise en exploitation simultanée, mais également tous les cas visés à l'article 7 du projet.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 12. Une seule demande de certificat ou de permis d'environnement est requise lorsque les demandes concernent plusieurs installations qui constituent une unité technique et géographique d'exploitation.

Si ces installations relèvent de classes différentes, la demande est introduite et instruite selon les règles applicables à l'installation de la classe dont la lettre précède dans l'ordre alphabétique".

Article 15 (devenant
l'article 13).

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Art. 13. La demande de certificat ou de permis d'environnement est recevable lorsqu'elle contient toutes les indications requises et qu'elle est introduite suivant la forme prescrite par l'Exécutif".

Article 17 (devenant
l'article 15).

1. Dans son texte français, l'ordonnance en projet se réfère pour la détermination des délais, tantôt à la notion

.../...

de jour (calendrier), tantôt à la notion de jour ouvrable. Le même délai est, de surcroît, compté suivant l'une (article en projet) et l'autre méthode (article 18).

Le texte néerlandais n'utilise que le terme "werkdag".

Si l'intention de l'auteur du projet est de maintenir la notion de jour ouvrable, il devra la définir dans le projet.

2. Ne faudrait-il pas prévoir que l'envoi de l'accusé de réception visé à l'alinéa premier, ainsi que l'avis visé à l'alinéa deux, se fera par pli recommandé à la poste ?

3. A l'alinéa 1er, les termes "le cas échéant" sont ambigus.

Selon le délégué du ministre, ces termes visent l'hypothèse où l'institut ne serait pas saisi du dossier en sa qualité d'autorité compétente.

Le texte doit être revu pour mieux traduire l'intention de son auteur.

4. A l'alinéa 2, on écrira :

"Si le dossier n'est pas complet, l'autorité compétente en informe le demandeur dans le même délai et lui indique les documents ou renseignements manquants".

.../...

5. A l'alinéa 3, on écrira :

"En cas de projet mixte, une copie de toutes les pièces ou documents administratifs adressés au demandeur par une autorité compétente, est simultanément envoyée par celle-ci à l'autre autorité compétente en vertu de la législation sur l'urbanisme".

Article 18 (devenant
l'article 16).

Il est renvoyé à l'observation 1 faite sous l'article 17.

Article 19 (devenant
l'article 17).

1. Au 1E, il est prévu que

"la moitié au moins du délai prescrit d'une enquête publique se situe en dehors des périodes de vacances scolaires;".

Cela signifie que l'Exécutif devra, entre autres, tenir compte des disparités introduites dans ce domaine par chacune des Communautés. L'on peut s'interroger sur la praticabilité de la règle.

.../...

2. Au 2E, mieux vaut écrire :

"2Eles dossiers peuvent être consultés au moins un jour ouvrable par semaine jusqu'à vingt heures;".

En ce qui concerne la notion de jour ouvrable, il est renvoyé à l'observation 1 faite sous l'article 17.

3. Le 3E serait mieux rédigé comme suit :

"3Eles observations ou réclamations au sujet de la demande peuvent être, fut-ce verbalement, présentées avant la clôture de l'enquête;".

4. Mieux vaut écrire, à l'alinéa 2 :

"L'Exécutif et les communes peuvent ...".

5. A l'alinéa 4, il est préférable d'écrire :

"L'enquête publique est annoncée et se déroule le ...".

Par ailleurs, les articles 118 à 121 de l'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme, auxquels il est fait référence dans la disposition en projet, doivent être adaptés au texte qui sera adopté.

.../...

*

*

*

Mieux vaut rédiger l'intitulé du chapitre II de la manière suivante :

"Dispositions relatives aux installations de la classe A".

*

Article 20.

La compétence attribuée à l'Institut par la disposition en projet pour délivrer, en ce qui concerne les établissements de la classe A, les certificats et les permis d'environnement est prévue par les articles 26 et 28 du projet, devenant les articles 22 et 24.

La disposition en projet peut donc être omise sans inconvénient.

Article 21 (devenant
l'article 18).

La disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Art. 18. Le demandeur d'un permis d'environnement pour une installation de la classe A, doit avoir obtenu au préalable un certificat d'environnement".

Article 22 (devenant l'article 19).

Mieux vaut écrire :

"Art. 19. La demande de certificat d'environnement contient les indications requises par l'article 10, 1E à 3E, et en vertu de l'article 11, ainsi qu'une notice d'incidences conformément à l'article 7 de l'ordonnance du ... relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain".

Il y aura lieu, toutefois, d'adapter la référence à cet article 7 en fonction du texte qui sera adopté pour ladite ordonnance.

Article 23 (devenant l'article 20).

La disposition en projet constitue l'articulation indispensable entre l'ordonnance en projet et le projet d'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain.

Cette disposition serait mieux rédigée de la manière suivante :

.../...

"Art. 20. Le projet fait l'objet d'une étude d'incidence conformément aux articles 9 à 21 de l'ordonnance du ... relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain".

La référence à ces articles 9 à 21 devra être adaptée en fonction du texte qui sera adopté pour ladite ordonnance.

Article 25 (devenant l'article 22).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 22. Dans ..., le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté, rend ...".

Article 26 (devenant l'article 23).

1. Mieux vaut écrire à l'alinéa 1er :

"Art. 23. L'Institut délivre le certificat d'environnement. Il notifie sa décision au demandeur dans un délai de soixante jours ...".

Quant à la date de prise de cours, de ce délai, le texte doit être plus précis. En effet, à ce stade de la procédure, le dossier est complet lorsque l'Institut est mis en possession de l'avis de la commission de concertation (article 24) et de celui du collège des bourgmestre et échevins (article 25).

.../...

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Ce délai peut, par une décision motivée, faire l'objet d'une prorogation unique d'une durée maximale de soixante jours".

3. Quant à l'alinéa 3, il est proposé de rédiger la première phrase de la manière suivante :

"A l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1er, le demandeur qui n'a pas reçu notification de la décision de l'Institut peut, par lettre recommandée à la poste, inviter l'Exécutif à statuer sur sa demande de certificat".

4. Comme l'ont proposé les délégués du ministre, l'intéressé devrait pouvoir également déposer sa demande. La proposition de texte devrait être complétée sur ce point.

La seconde phrase de l'alinéa 3 serait mieux rédigée comme suit :

"Si dans le délai de soixante jours de la demande adressée à l'Exécutif, celui-ci n'a pas notifié sa décision, le demandeur peut introduire une demande de permis".

Article 27 (devenant
l'article 24).

.../...

Mieux vaut écrire, comme à l'article 22 :

"Art. 24. La demande de permis d'environnement contient les indications requises par l'article 10, 1E à 3E, et en vertu de l'article 11, une copie du certificat d'environnement".

Article 28 (devenant
l'article 25).

L'article 28 doit être rédigé sur le modèle de l'article 26, devenant l'article 23.

*

Mieux vaut rédiger l'intitulé français du chapitre III de la manière suivante : "Dispositions relatives aux installations de la classe B".

*

Article 29.

L'article 29 appelle la même observation que celle faite sous l'article 20.

.../...

La compétence de l'Institut pour délivrer, en ce qui concerne les établissements de la classe B, les certificats et les permis d'environnement est prévue par l'article 37, devenant l'article 30.

La disposition peut être omise.

Article 30.

L'article 30 énonce une règle déjà prévue à l'article 8.

La disposition en projet peut donc être omise.

Articles 31 et 32.

Ces dispositions se bornent à annoncer les articles qui vont suivre. Elles pourraient être omises sans inconvénient.

Le texte néerlandais de l'intitulé de la section II devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 33 (devenant
l'article 26).

.../...

Mieux vaut écrire, comme à l'article 22 :

"Art. 26. La demande de certificat ou de permis d'environnement contient les indications requises par l'article 10, 1E à 3E, et en vertu de l'article 11, ainsi qu'une note d'incidences conformément à l'article ... de l'ordonnance du ... relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain".

Article 34 (devenant
l'article 27).

Il est renvoyé au texte proposé pour l'article 23, devenant l'article 20.

Le texte néerlandais de l'intitulé de la section III devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 37 (devenant
l'article 30).

Cette disposition doit être rédigée sur le modèle de l'article 26 devenant l'article 23.

Le texte néerlandais de l'intitulé de la Section IV devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 38 (devenant
l'article 31).

Cette disposition doit être rédigée sur le modèle
de l'article 27, devenant l'article 24.

Article 39 (devenant
l'article 32).

Cette disposition doit être rédigée sur le modèle
de l'article 26, devenant l'article 23.

*

L'intitulé français du chapitre IV serait mieux
rédigé de la manière suivante : "Dispositions relatives aux
installations de la classe C".

*

Article 40.

Pour les mêmes motifs que ceux déjà indiqués sous
les articles 20 et 29, la disposition en projet devrait être
omise.

La compétence du collège des bourgmestre et échevins
pour délivrer, en ce qui concerne les établissements de la
classe C, les permis d'environnement est prévue par
l'article 44, devenant l'article 36.

.../...

La disposition peut, dès lors, être omise.

Article 41 (devenant
l'article 33).

La disposition en projet doit être rédigée sur le modèle de l'article 22, devenant l'article 19.

Article 43 (devenant
l'article 35).

Les mots "si l'une des hypothèses suivantes se présente" doivent être omis.

Dans le texte néerlandais de la section III, le mot "Aflevering" devrait être remplacé par le mot "Afgifte".

Article 44 (devenant
l'article 36).

1. De l'accord des délégués du ministre, mieux vaut rédiger le paragraphe 1er, alinéa 1er, comme suit :

"Art. 36. § 1er. Le collège des bourgmestre et échevins délivre le permis d'environnement. Il notifie sa décision au demandeur dans les quatre-vingts jours à compter de la date de l'accusé de réception de la demande prévu par l'article 15".

.../...

2. Le paragraphe 1er, alinéa 2, qui fait référence au "dernier délai" et à l'intervention de la commission de concertation, n'est pas clair. Le texte doit être réécrit.

3. A la fin du paragraphe 2, mieux vaut écrire : "... la décision est réputée favorable".

Articles 45, 46 et 47
(devenant les articles 37, 38 et 39).

1. Selon les délégués du ministre, l'intention de l'Exécutif est de permettre l'introduction d'un recours, non seulement contre les décisions prises en matière de permis, mais également contre les permis tacites résultant de l'application des articles 28, 37, 39, 44 et 59.

Les textes en projet ne visent pas ces hypothèses. Il doivent, en conséquence, être réécrits.

2. Les dispositions en projet ne précisent pas par qui les recours peuvent être introduits. A cet égard, les délégués du ministre ont précisé que toute personne pouvait exercer de tels recours sans même invoquer un intérêt.

L'ordonnance en projet déroge ainsi aux principes généraux qui gouvernent l'intérêt à agir.

Il paraît tout à fait anormal qu'une personne qui ne justifie d'aucun intérêt puisse exercer un recours, fut-ce un recours administratif, d'autant plus que les décisions qui seraient prises sur le recours qui aurait été ainsi introduit

.../...

sont susceptibles de faire l'objet d'une requête en annulation devant le Conseil d'Etat, le requérant devant, en ce cas, justifier d'un intérêt.

3. Il convient de viser également les décisions du collège relatives à la prolongation du permis d'environnement.

Article 48 (devenant
l'article 40).

Mieux vaut écrire :

"Art. 40. Le recours est adressé à l'autorité compétente, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours :

1E ...;

2E ... (la suite comme au projet)".

Article 49 (devenant
l'article 41).

Il est proposé d'écrire :

"Art. 41. La décision de l'autorité appelée à statuer sur le recours est motivée. Elle est notifiée aux parties dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. A défaut de notification de la décision dans ce délai, la décision attaquée est réputée confirmée".

.../...

Article 50 (devenant
l'article 42).

Mieux vaut écrire :

"Art. 42. Le recours n'est pas suspensif".

Article 51 (devenant
l'article 43).

Mieux vaut écrire : "... aux installations de la
classe C".

Le texte néerlandais de l'intitulé du titre III
devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version
néerlandaise du présent avis.

Article 53 (devenant
l'article 45).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas clairement la portée
de la disposition en projet, et notamment si les éléments qui
doivent être pris en considération doivent être valablement
rencontrés dans la motivation de la décision, requise par
l'article 54, ou seulement apparaître dans le dossier.

Au surplus, il peut paraître excessif d'exiger
obligatoirement l'examen de tous les éléments énumérés
lorsqu'ils le sont d'une manière vague, par exemple lorsque

.../...

sont visés "les objectifs, options et principes servant de guide ..." ou lorsque, au paragraphe 2, il est prévu qu'il faudra mettre en balance "les intérêts visés à l'article 2 et les intérêts du demandeur ou de l'exploitant".

Il appartient à l'Exécutif et au Conseil d'apprécier si la disposition en projet, qui, telle qu'elle est rédigée, est de nature à engendrer de nombreux litiges, doit être maintenue.

Article 55.

L'article 55 qui énonce des règles allant de soi peut être omis.

La même observation vaut pour l'article 56, § 1er.

Article 56 (devenant l'article 47).

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa unique, mieux vaut écrire :

"Art. 47. Sous réserve d'autres conditions, ...".

Article 58 (devenant l'article 49).

.../...

1. Le texte en projet ne prévoit la validité du permis que pour une période de vingt ans. Il s'ensuit que, hormis l'application de dispositions plus restrictives de droit international et le cas des installations temporaires, cette validité ne pourra pas être inférieure. L'attention de l'Exécutif et du Conseil régional est attirée sur cette conséquence du texte en projet.

2. La disposition doit être complétée par l'insertion d'un alinéa nouveau relatif à la durée de validité du certificat d'environnement.

3. Par ailleurs, les termes "sans préjudice de dispositions plus restrictives de droit international" pourraient être omis.

Article 59 (devenant
l'article 50).

1. Mieux vaut écrire au paragraphe 1er :

"Art. 50. La durée du permis d'environnement peut être prolongée pour deux périodes successives de cinq ans chacune. Toutefois, la durée d'un permis pour une installation temporaire ne peut être prolongée".

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, seconde phrase, doit être rédigé sur le modèle du texte proposé pour l'alinéa 2 de l'article 26 devenant l'article 23.

.../...

Article 60 (devenant
l'article 51).

Mieux vaut écrire :

"Art. 51. La décision portant sur une demande de certificat
ou de permis d'environnement est notifiée".

Par ailleurs, il y a lieu d'écrire :

- au 2E :

"2Epour les installations des classes A et B, au collège des
bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire
de laquelle le projet doit être exécuté; ";

- au 3E :

"3Epour les installations de la classe C, à l'Institut".

Article 61 (devenant
l'article 52).

La disposition en projet doit être rédigée de la
manière suivante :

"Art. 52. La décision portant sur un recours administratif
indroduit en vertu du titre II, est notifiée au requérant, à
l'exploitant, à l'autorité compétente et au collège des

.../...

bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté".

Article 62 (devenant
l'article 53).

Il faut écrire : "... le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté ...".

Article 63 (devenant
l'article 54).

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 54. Quiconque peut, en tout temps, consulter la décision et le dossier dans les services de l'autorité compétente".

Article 64.

L'article doit être omis, répétant inutilement une règle générale inscrite à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Article 65 (devenant
l'article 55).

Le 3E serait mieux rédigé de la manière suivante :

.../...

"3Ede déclarer à l'autorité compétente, dans le mois qui suit l'évènement, tout changement d'exploitant et toute cessation d'activité;".

Article 68 (devenant l'article 58).

1. Dans la phrase liminaire, mieux vaut écrire :
", est prise :".

2. Au 2E, il est fait référence à l'article 53.
L'omission de cet article a été proposée.

3. Le 3E serait mieux rédigé comme suit :

"3Eaprès avis de la commission de concertation, lorsque cet avis doit être recueilli".

4. Aux 1E et 3E, les mots "le cas échéant" doivent être omis dans le texte français.

5. Au 1E, il y a une discordance entre les textes français et néerlandais.

.../...

Article 70 (devenant
l'article 60).

Cet article vise :

"Les fonctionnaires désignés par l'Exécutif sont chargés de la surveillance des installations des classes A et B".

Le commentaire de la disposition en projet précise :

"Quant à la surveillance, les fonctionnaires régionaux, désignés par l'Exécutif, en seront chargés pour toutes les installations de classes A et B, le bourgmestre et les agents communaux désignés étant, quant à eux, uniquement chargés de la surveillance des installations de classe C et des installations temporaires".

Le Conseil d'Etat s'interroge sur le point de savoir si les fonctionnaires désignés par l'Exécutif seront des fonctionnaires de la Région ou des fonctionnaires de l'Institut.
Le texte en projet doit être précisé sur ce point.

Article 71 (devenant
l'article 61).

La disposition prévoit que :

"Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins, l'Exécutif désigne les fonctionnaires chargés de la surveillance des installations de classe C et des installations temporaires".

.../...

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment l'Exécutif pourrait, lui-même, désigner les fonctionnaires communaux chargés de la surveillance des installations de la classe C et des installations temporaires, fut-ce sur proposition du collège.

Par ailleurs, suivant l'exposé des motifs, le bourgmestre serait, lui aussi, chargé de certaines missions.

Le texte de l'ordonnance devrait prévoir ces missions.

Article 72 (devenant
l'article 62).

Pour se conformer à la jurisprudence de la Cour d'arbitrage (arrêt nE 44 du 23 décembre 1987), il y a lieu de compléter la disposition en projet par les mots "sauf si elle constitue un domicile au sens de l'article 10 de la Constitution".

Article 76 (devenant
l'article 66).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 66. Les fonctionnaires chargés de la surveillance peuvent, dans l'exercice de leur mission ...".

.../...

Article 77 (devenant
l'article 67).

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... par une décision motivée ...".

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il est prévu que la mesure ordonnée pourra être exécutée "aux risques du destinataire de la mesure".

Une telle disposition déroge au droit civil de la responsabilité.

L'exposé des motifs n'en donne aucune justification.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas en quoi la politique de l'environnement impliquerait qu'il fût dérogé au droit commun par une règle spécifique, dont la nécessité n'est, au demeurant, pas évidente.

Article 78 (devenant
l'article 68).

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 68. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent francs à cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui :".

.../...

2. Au 2E, les termes "exploite une installation", ne recouvrent pas toutes les situations visées à l'article 7 du projet.

Mieux vaut donc écrire :

"2Eaccomplit une des activités visées à l'article 7, sans permis d'environnement;".

Article 79 (devenant l'article 69).

Le texte néerlandais du 2E devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 82.

Suivant la disposition en projet, "l'Exécutif peut établir des redevances à percevoir au profit de la Région ou de l'Institut, pour couvrir en tout ou en partie les frais d'administration résultant de l'application du titre II", à savoir la délivrance des certificats et des permis d'environnement.

Appelée à se prononcer sur la notion de redevance, la section de législation a énoncé les principes suivants (1) :

(1)Avis L. 20.087/9 du 14 novembre 1990 sur une proposition de décret "relatif aux établissements classés eu égard à leurs risques et nuisances pour l'environnement", Doc Conseil régional wallon 99 (1988-1989) - nE 3.

.../...

"Trois critères permettent de distinguer la redevance de l'impôt :

- 1Ela redevance doit être la contrepartie immédiate d'un service et être proportionnée au coût de celui-ci;
- 2Ela redevance doit également être la contrepartie d'un service fourni au redevable et non à la collectivité toute entière;
- 3Ela redevance doit être la contrepartie d'un service auquel il a été recouru volontairement".

L'on ne peut affirmer, en l'espèce, que le demandeur d'un certificat ou d'un permis d'environnement est bénéficiaire d'un service. Le régime d'autorisation institué par l'ordonnance en projet constitue, au contraire, un ensemble de dispositions contraignantes applicables à certaines entreprises individuelles et justifiées par l'intérêt général. C'est incontestablement au bénéfice de la collectivité et non pas au profit du demandeur d'un certificat ou d'un permis que sont institués les mécanismes d'autorisation et de contrôle.

La rétribution prévue par la disposition en projet ne répond donc pas aux critères précités. Il ne s'agit pas d'une redevance, mais d'un impôt. Il en résulte que, conformément à l'article 110 de la Constitution, c'est au législateur lui-même, et non à l'Exécutif, qu'il appartient d'en fixer l'assiette et le taux.

En conséquence, la disposition en projet doit, ou être omise, ou fondamentalement revue.

Dispositions finales (articles 81 et suivants).

.../...

1. Observations générales.

Les dispositions abrogatoires et transitoires de l'ordonnance en projet marquent la volonté d'appréhender l'ensemble du droit des établissements dangereux, incommodes et insalubres applicable en Région de Bruxelles-Capitale, dans ses aspects qui relèvent de la compétence des régions, avec la difficulté supplémentaire que le droit commun, actuellement contenu dans le titre Ier du règlement général pour la protection du travail, est un règlement, tandis que d'autres polices spéciales, comme celles des explosifs ou des déchets toxiques, sont, elles, régies par des textes législatifs.

Certaines dispositions finales ne parviennent pas complètement à traduire cette volonté, et les améliorations suivantes sont proposées.

En toute hypothèse, il est absolument nécessaire qu'un arrêté d'exécution soit pris, non seulement pour établir les listes d'installations visées par l'article 4, alinéas 3 et 4, mais aussi pour procéder à une refonte complète des textes en vigueur sur le vu de la version définitive de l'ordonnance, et en utilisant les larges habilitations que celle-ci confèrera déjà à l'Exécutif.

Dans cette perspective, il serait utile de compléter les dispositions finales de l'ordonnance en projet par l'ajout d'un article rédigé selon le mode suivant :

"L'Exécutif pourra remplacer, modifier ou abroger, en tout ou en partie, les dispositions législatives existantes,

.../...

afin d'assurer la concordance des textes antérieurs avec la présente ordonnance".

En tout état de cause, la période séparant l'adoption de l'ordonnance et celle de ses arrêtés d'exécution devra être la plus courte possible, parce qu'elle risque d'être fertile en litiges dont la solution serait particulièrement complexe.

2.Observation particulière concernant l'article 83 (devenant l'article 72).

Compte tenu des remarques qui précèdent, et de ce que la rédaction de cet article dans le projet est difficilement compréhensible, la disposition pourrait être rédigée comme suit :

"Art. 72. Dans les limites des compétences définies à l'article 2, les dispositions suivantes cessent d'être applicables dans la Région de Bruxelles-Capitale, sauf si l'exécution et la mise en oeuvre de la présente ordonnance rendent cette application nécessaire : (la suite comme au projet)".

3.Observations particulières concernant l'article 84 (devenant l'article 73).

1. Mieux vaut écrire, à l'alinéa 1er :

"Art. 73. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, ...".

.../...

Cette observation vaut également pour l'alinéa 2 et pour l'article 85.

Le texte doit se référer à l'ordonnance relative au permis d'environnement en citant sa date.

2. Mieux vaut, à l'alinéa 2, écrire :

"... au sens de l'ordonnance du ... relative au permis d'environnement, le permis d'environnement tient lieu de l'autorisation requise en vertu de l'article 5, § 1er, alinéa 1er".

4.Observation particulière concernant l'article 85 (devenant l'article 74).

Mieux vaut écrire :

"... au sens de l'ordonnance du ... relative au permis d'environnement, le permis d'environnement tient lieu de l'autorisation visée à l'article 2, alinéa 2, 2 et 3, lorsque celle-ci est requise".

5.Observation particulière concernant l'article 87 (devenant l'article 76).

Les paragraphes 1er et 2 devraient faire l'objet d'un seul alinéa, rédigé comme suit :

.../...

"Art. 76. Jusqu'à l'entrée en vigueur des listes à arrêter par l'Exécutif en vertu de l'article 4, sont considérées comme des installations, outre celles qui sont visées à l'annexe I ou à l'annexe II, et soumises aux procédures d'autorisation prévues par la présente ordonnance :".

Dans les énumérations qui suivraient, il paraît inutile, et source de difficultés, de viser deux fois les différentes installations. Mieux vaudrait préciser, d'emblée, celles qui devraient être assimilées à des installations de la classe B et celles qui devraient être considérées comme relevant de la classe C.

Article 88 (devenant
l'article 77).

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il y aurait lieu de viser également les autorisations.

2. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il appartiendra au législateur régional d'apprécier l'opportunité de déroger pour partie au principe de l'entrée en vigueur immédiate des règles de procédure. Dans l'affirmative, la disposition pourrait être rédigée ainsi qu'il suit :

"Les procédures d'instruction des demandes et de délivrance des permis visés à l'alinéa 1er, ainsi que le traitement des recours administratifs organisés, se font conformément aux règles en vigueur au moment de l'introduction de la demande ou du recours, lorsque ceux-ci ont été introduits avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance".

.../...

3. Le paragraphe 4, devenant l'alinéa 4, entre partiellement en contradiction avec celui qui précède, et répète, pour le surplus, une règle déjà contenue dans le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2. Il est, à tout le moins, ambigu. Il devrait être omis. A défaut, sa portée particulière devrait être précisée; en outre, il faut écrire, non pas "autorisation", mais "permis".

Annexes.

Les annexes mentionnent les installations visées aux annexes I et II du projet d'ordonnance "relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain" qui nécessitent, pour leur exploitation, un permis d'environnement.

L'annexe I, 1, deuxième tiret, vise "des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 KW de durée permanente thermique" (2).

Ce texte doit être omis, car selon la jurisprudence de la Cour d'arbitrage (3) :

"6.B.10. - Aux termes de l'article 6, § 1er, II, 3E, les Régions sont compétentes pour régler "la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, sous

(2)Le texte néerlandais est incomplet.

(3)Cour d'arbitrage, arrêt nE 54 du 24 mai 1988 (rôle nE 47).

réserve des dispositions relatives à la protection du travail". Les Régions se sont ainsi vu attribuer la compétence relative à la police "externe" des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Pour préciser cette notion d'établissements dangereux, incommodes et insalubres, les travaux préparatoires de la loi spéciale renvoient au titre Ier du Règlement général pour la protection du travail. Cela ne signifie pas que la compétence des Régions se limiterait aux établissements qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi du 8 août 1980, étaient repris au chapitre II du titre Ier du R.G.P.T. Les Régions peuvent modifier ces dispositions en en soustrayant des types d'établissements ou en y incluant de nouveaux. Il faut néanmoins constater que le législateur spécial n'a pas voulu inclure dans ces établissements, les établissements visés par le chapitre II de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes. Il n'a, en effet, pas voulu que la protection contre les radiations ionisantes qui comprend pour partie la protection de l'environnement soit scindée, dans le régime des autorisations, entre plusieurs autorités. Incompétente pour accorder l'autorisation d'exploitation des établissements nucléaires, la Région ne peut donc en déterminer la procédure, ne fût-ce que dans un de ses éléments".

OBSERVATIONS FINALES.

1. De nombreuses dispositions de l'ordonnance en projet font référence à des articles de l'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme, récemment adoptée par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et au projet d'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain sur lequel le Conseil d'Etat a donné l'avis L. 20.594/9 le 1er juillet 1991.

Il conviendra de tenir compte de la numérotation définitive des dispositions de ces deux ordonnances.

.../...

2. Le projet abuse de l'emploi des majuscules (collège des bourgmestre et échevins, commission de concertation).

3. On écrira "titre premier", "chapitre premier", "section première".

4. Il ne se justifie pas de diviser un article en paragraphes lorsqu'aucun de ceux-ci ne comporte au moins deux alinéas.

5. Lorsqu'à l'intérieur d'une phrase des subdivisions numérotées s'imposent, le numérotage doit se faire par 1E, 2E, 3E ... etc.

6. Le texte néerlandais de certaines dispositions est susceptible d'amélioration du point de vue de l'utilisation d'un langage correct. A titre d'exemple, certaines propositions sont faites à ce propos dans le présent avis.

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking 1 van het advies L. 20.594/9 dat de afdeling wetgeving op 1 juli 1991 heeft gegeven over het ontwerp van ordonnantie betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten. Die opmerking houdt verband met het niet opportuun zijn van het wetgevingsprocédé door verwijzing.

Indieningsbesluit.

De ontworpen ordonnantie heeft geen indieningsbesluit.

Zoals gebruikelijk moet dit besluit als volgt worden geredigeerd :

"De Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

Op de voordracht van de Minister van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud, Waterbeleid en Monumenten en Landschappen,

BESLUIT :

De Minister van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud, Waterbeleid en Monumenten en Landschappen is

.../...

gelast bij de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Bepalend gedeelte.

Artikel 3.

1. In 1E moeten de woorden "van deze ordonnantie" vervallen. Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van artikel 4.

2. In 9E schrijve men :

"9EInstituut : het Brusselse Instituut voor milieubeheer".

De definitie van het ontwerp gaat weliswaar op in zoverre daarin wordt verwezen naar de leidinggevende ambtenaren die overeenkomstig artikel 5 van het ontwerp worden aangewezen om milieuattesten en -vergunningen af te geven, doch dit geldt niet voor de toepassing van artikel 46 dat voorziet in het optreden van het instituut als zodanig en bepaalt dat

"bij de Executieve beroep (kan) worden aangetekend tegen een beslissing waarbij het Instituut uitspraak doet over een aanvraag tot milieuvergunning"

(installaties van categorie c).

.../...

3. In 10E behoort "afleverende overheid" te worden vervangen door "bevoegde overheid". Die opmerking geldt eveneens voor de volgende artikelen waarin van die uitdrukking gebruik wordt gemaakt.

Artikel 4.

1. In het tweede lid schrijve men :

"De installaties van categorie A worden vermeld in bijlage I".

2. In het derde lid schrijve men insgelijks :

"..., ofwel worden vermeld in bijlage II, ofwel als zodanig in een besluit van de Executieve worden opgenomen :".

Artikel 5.

Men schrijve : "... de leidinggevende ambtenaar ... die gemachtigd is, respectievelijk gemachtigd zijn om de milieuattesten en milieuvergunningen af te geven".

Artikel 7.

1. Het zou beter zijn in 4E te schrijven :

.../...

"4Ehet opstarten of het opnieuw opstarten van een installatie ten aanzien waarvan van de vergunning niet binnen de overeenkomstig artikel 46 voorgeschreven termijn gebruik is gemaakt;".

2. Het zou beter zijn in 7E te schrijven :

"... waarvan de vergunning vervallen is". Het is immers niet nodig te verwijzen naar artikel 59.

3. Het zou beter zijn in 8E te schrijven :

"... door de Executieve krachtens artikel 4 bij een categorie wordt ingedeeld".

4. Het zou beter zijn het tweede lid, tweede en derde zin, als volgt te redigeren :

"De exploitatie kan gedurende die termijn zonder vergunning worden voortgezet tot de beslissing over de vergunningsaanvraag ter kennis wordt gebracht. De indeling van een installatie door de Executieve wordt in de gespecialiseerde informatiebladen van de beroepsverenigingen bekendgemaakt".

5. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat wordt voorgesteld te schrijven :

.../...

"§ 2. Een milieuvergunning is vereist voor :

1Eiedere van een installatie afkomstige lozing van afvalwater in de zin van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging;

2Eiedere van een installatie afkomstige rechtstreekse of onrechtstreekse storting van stoffen in het grondwater, wanneer een vergunning vereist is krachtens de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater.

Artikel 8.

1. Het is de bedoeling van de stellers van het ontwerp een milieuattest in het leven te roepen naar het voorbeeld van de stedenbouwkundige attesten. Het attest nr. 2, voorgeschreven ter uitvoering van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, dient daarbij als model.

Het zou wenselijk zijn dat de preciseringen die in de memorie van toelichting worden gegeven in verband met de gevolgen en de waarde van het eerdergenoemde attest in de ontworpen tekst worden opgenomen.

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

.../...

"Het milieuattest bepaalt in hoeverre en onder welke voorwaarden een milieuvergunning mag worden afgegeven voor de in de aanvraag bedoelde installatie".

3. In het vierde lid moeten de woorden "onder voorbehoud van andersluidende wettelijke of reglementaire voorschriften die intussen van kracht zouden worden" vervallen.

Artikel 9.

Het zou beter zijn artikel 9 als volgt te redigeren :

"Art. 9. Alle stukken en alle documenten worden bij ter post aangetekende brief verzonden of per bode bezorgd tegen een afgiftebewijs".

Artikel 10.

In de memorie van toelichting staat in de commentaar bij dit artikel het volgende te lezen :

"Deze bepaling wil het in het A.R.A.B. omstreden probleem oplossen over de instandhouding en de draagwijdte van de politiebevoegdheid van de gemeenten inzake de aan een vergunning onderworpen installaties".

Het is overbodig dat de gewestwetgever er in de ontworpen tekst aan herinnert dat de beoogde regeling geen gevolgen heeft voor de politiebevoegdheid die uit hoofde van

.../...

artikel 108, tweede lid, 2, van de Grondwet alleen door de wetgever wordt geregeld.

De bepaling kan derhalve vervallen en de nummering van de artikelen kan dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 11.

De commentaar hierbij luidt :

"Het voorbehoud van de rechten van derden in artikel 11 is een traditie : het gaat erom de mogelijkheid te behouden volgens het gemeen privaatrecht te handelen (actie voor burenlawaai (of hinder)). Door de verwoording wil artikel 11 elke beperking van de rechten van derden vermijden, met inbegrip van de schadeloosstelling".

De ontworpen bepaling, die niet van het gemeen recht wil afwijken, moet vervallen.

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

1. Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 10. De aanvraag om een milieuattest of milieuvergunning bevat de volgende inlichtingen :".

2. In 4E wordt subsidiair verwezen naar de

.../...

"vereiste elementen, eventueel krachtens de ordonnantie met betrekking tot de beoordeling van de stedelijke milieu-effecten".

Het gaat hier om een nieuwe toepassing van het wetgevingsprocédé door verwijzing, waarop in de algemene opmerking kritiek is geleverd. Bij het lezen van de ontworpen tekst komt in dit geval niet duidelijk tot uiting om welke "vereiste elementen" het gaat.

Het zou beter zijn op zijn minst te verwijzen naar de bepaling of de bepalingen van de ordonnantie betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten. Voorts moet de datum van die ordonnantie worden vermeld.

Artikel 13 (dat artikel 11 wordt).

Het zou beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 11. De Executieve kan de inlichtingen die in de aanvraag om een milieuattest of milieuvergunning moeten worden vermeld, nader omschrijven en aanvullen. Zij bepaalt de vorm van de aanvraag".

Artikel 14 (dat artikel 12 wordt).

Volgens de uitleg die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, heeft het in de ontworpen bepaling bedoelde geval niet alleen betrekking op het gelijktijdig opstarten of

.../...

opnieuw opstarten, maar tevens op alle in artikel 7 van het ontwerp bedoelde gevallen.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 12. Slechts één aanvraag om een milieuattest of milieuvergunning is vereist wanneer de aanvragen betrekking hebben op verscheidene installaties die een technische en geografische exploitatie-eenheid vormen.

Indien die installaties tot verschillende categorieën behoren, wordt de aanvraag ingediend en onderzocht volgens de regels die toepasselijk zijn op de installatie van de categorie met de letter die in alfabetische volgorde aan de andere voorafgaat".

Artikel 15 (dat artikel 13 wordt).

Er wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 13. De aanvraag om een milieuattest of milieuvergunning is ontvankelijk wanneer zij alle vereiste inlichtingen bevat en wordt ingediend in de vorm voorgeschreven door de Executieve".

Artikel 17 (dat artikel 15 wordt).

.../...

1. In de Franse tekst van de ontworpen ordonnantie wordt voor het bepalen van de termijnen nu eens gebruik gemaakt van het begrip dag (kalenderdag), dan weer van het begrip werkdag. Bovendien wordt dezelfde termijn berekend volgens de ene (ontworpen artikel) en de andere methode (artikel 18).

In de Nederlandse tekst wordt uitsluitend met het begrip "werkdag" gewerkt.

Indien de indiener van het ontwerp de bedoeling heeft het begrip werkdag te behouden, zal hij dit begrip in het ontwerp moeten definiëren.

2. Moet er niet worden voorgeschreven dat het bericht van ontvangst genoemd in het eerste lid en het bericht bedoeld in het tweede lid bij ter post aangetekende brief moeten worden verzonden ?

3. De woorden "in voorkomend geval", die in het eerste lid voorkomen, zijn dubbelzinnig.

Volgens de gemachtigde van de minister doelen die woorden op het geval waarin het instituut het dossier niet als bevoegde overheid voorgelegd zou krijgen.

De tekst moet zo worden herzien dat de bedoeling van de steller van het ontwerp beter tot uiting komt.

.../...

4. In het tweede lid schrijve men :

"Indien het dossier niet volledig is, brengt de bevoegde overheid de aanvrager hiervan binnen dezelfde termijn op de hoogte en vermeldt zij welke documenten of inlichtingen ontbreken".

5. In het derde lid schrijve men :

"Indien het om een gemengd project gaat, wordt een kopie van alle administratieve stukken of documenten die door een bevoegde overheid aan de aanvrager worden gezonden, krachtens de wetgeving op de stedenbouw, door die overheid tegelijkertijd ook gezonden aan de andere bevoegde overheid".

Artikel 18 (dat artikel 16 wordt).

Er wordt verwezen naar opmerking 1 die bij artikel 17 is gemaakt.

Artikel 19 (dat artikel 17 wordt).

1. In 1E staat te lezen dat

"ten minste de helft van de voor een openbaar onderzoek voorgeschreven termijn ... buiten de schoolvakantie (valt);".

.../...

Dit betekent dat de Executieve onder meer rekening zal moeten houden met de uiteenlopende regelingen die de Gemeenschappen op dit gebied hebben ingevoerd. Men kan zich de vraag stellen of de regel kan worden toegepast.

2. Het zou beter zijn in 2E te schrijven :

"2Ede dossiers kunnen ten minste een werkdag per week tot twintig uur worden ingezien;".

In verband met het begrip werkdag, wordt verwezen naar opmerking 1 die bij artikel 17 is gemaakt.

3. Het zou beter zijn 3E als volgt te redigeren :

"3Ede opmerkingen of bezwaren in verband met de aanvraag kunnen voor het afsluiten van het onderzoek, eventueel mondeling, naar voren worden gebracht;".

4. Het zou beter zijn in het tweede lid te schrijven :

"De Executieve en de gemeenten kunnen ...".

5. Het is beter in het vierde lid te schrijven :

.../...

"Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd en verloopt volgens de regels die krachtens dit artikel door de Executieve worden bepaald en de artikelen ...".

Voor het overige moeten de artikelen 118 tot 121 van de ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, waarnaar wordt verwezen in de ontworpen bepaling, worden aangepast aan de tekst die zal worden goedgekeurd.

*

* *

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk II als volgt te redigeren :

"Bepalingen betreffende de installaties van categorie A".

*

Artikel 20.

De bevoegdheid die de ontworpen bepaling aan het Instituut verleent om, met betrekking tot de inrichtingen van categorie A, milieuattesten en milieuvergunningen af te geven, wordt geregeld door de artikelen 26 en 28 van het ontwerp, die de artikelen 22 en 24 worden.

De ontworpen bepaling kan bijgevolg zonder bezwaar vervallen.

.../...

Artikel 21 (dat artikel 18 wordt).

Het zou beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 18. De aanvrager van een milieuvergunning voor een installatie van categorie A moet vooraf een milieuattest hebben verkregen".

Artikel 22 (dat artikel 19 wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 19. De aanvraag om een milieuattest bevat de inlichtingen vereist door artikel 10, 1E tot 3E, en krachtens artikel 11, alsmede een milieu-effectnotitie in overeenstemming met artikel 7 van de ordonnantie van ... betreffende de beoordeling van de stedelijke milieu-effecten".

De verwijzing naar dit artikel 7 zal evenwel moeten worden aangepast naargelang van de tekst die voor de genoemde ordonnantie zal worden aangenomen.

Artikel 23 (dat artikel 20 wordt).

De ontworpen bepaling vormt de onontbeerlijke schakel tussen de ontworpen ordonnantie en het ontwerp van

.../...

ordonnantie betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 20. Het ontwerp wordt aan een milieu-effectstudie onderworpen overeenkomstig de artikelen 9 tot 21 van de ordonnantie van ... betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten".

De verwijzing naar die artikelen 9 tot 21 zal moeten worden aangepast naargelang van de tekst die voor de genoemde ordonnantie zal worden aangenomen.

.../...

Artikel 25 (dat artikel 22 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 22. Binnen dezelfde termijn van dertig dagen, bepaald in artikel 24, brengt het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het project moet worden uitgevoerd, zijn advies uit ...".

Artikel 26 (dat artikel 23 wordt).

1. Het zou beter zijn in het eerste lid te schrijven :

"Art. 23. Het instituut geeft het milieuattest af. Het stelt de aanvrager in kennis van zijn beslissing binnen een termijn van zestig dagen ...".

De tekst dient nauwkeuriger aan te geven op welke dag die termijn ingaat. In die fase van de procedure is het dossier immers volledig wanneer het instituut in het bezit komt van het advies van de overlegcommissie (artikel 24) en van het advies van het college van burgemeester en schepenen (artikel 25).

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

.../...

"Die termijn kan bij een met redenen omklede beslissing één enkele maal voor een maximumduur van zestig dagen worden verlengd".

3. Voorgesteld wordt de eerste volzin van het derde lid als volgt te stellen :

"Na verloop van de in het eerste lid bepaalde termijn kan de aanvrager die van de beslissing van het instituut niet in kennis is gesteld, bij ter post aangetekende brief de Executieve verzoeken te beslissen over zijn attestaanvraag".

4. Zoals de gemachtigden van de minister hebben voorgesteld, zou de betrokkene in de mogelijkheid moeten worden gesteld eveneens zijn aanvraag in te dienen. De voorgestelde tekst dient ter zake te worden aangevuld.

Het zou beter zijn de tweede volzin van het derde lid als volgt te stellen :

"Indien de Executieve haar beslissing niet ter kennis heeft gebracht binnen een termijn van zestig dagen nadat de aanvraag haar is toegezonden, kan de aanvrager een vergunningsaanvraag indienen".

Artikel 27 (dat artikel 24 wordt).

Het zou beter zijn, zoals in artikel 22, te schrijven :

.../...

"Art. 24. De aanvraag om een milieuvergunning bevat de vermeldingen vereist bij artikel 10, 1E tot 3E, alsmede krachtens artikel 11, een afschrift van het milieuattest".

Artikel 28 (dat artikel 25 wordt).

Artikel 28 moet worden geredigeerd naar het model van artikel 26, dat artikel 23 wordt.

*

Het zou beter zijn in de Franse tekst het opschrift van hoofdstuk III als volgt te stellen : "Dispositions relatives aux installations de la classe B".

*

Artikel 29.

Voor artikel 29 geldt dezelfde opmerking als die welke met betrekking tot artikel 20 is gemaakt.

De bevoegdheid van het instituut om voor de inrichtingen van categorie B milieuattesten en -vergunningen af te geven, wordt geregeld bij artikel 37, dat artikel 30 wordt.

Die bepaling kan vervallen.

Artikel 30.

.../...

Artikel 30 bevat een voorschrift dat reeds in artikel 8 is opgenomen.

Derhalve kan de ontworpen bepaling vervallen.

Artikelen 31 en 32.

Deze bepalingen beperken zich ertoe de daarop volgende artikelen aan te kondigen. Zij kunnen zonder bezwaar vervallen.

In het opschrift van Afdeling II dient "voorafgaand" te worden geschreven, in plaats van "voorafgaandelijk".

Artikel 33 (dat artikel 26 wordt).

Het zou beter zijn, zoals in artikel 22, te schrijven :

"Art. 26. De aanvraag om een milieuattest of milieuvergunning bevat de vermeldingen vereist door artikel 10, 1E tot 3E, en die welke krachtens artikel 11, zijn vereist, alsmede een milieu-effectnotitie overeenkomstig artikel ... van de ordonnantie van ... betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten".

Artikel 34 (dat artikel 27 wordt).

.../...

Verwezen wordt naar de tekst die is voorgesteld voor artikel 23, dat artikel 20 wordt.

In het opschrift van Afdeling III schrijve men :
"Afgifte van die zonder voorafgaand milieuattest zijn ingediend".

Artikel 37 (dat artikel 30 wordt).

Deze bepaling moet worden geredigeerd naar het model van artikel 26, dat artikel 23 wordt.

In het opschrift van Afdeling IV schrijve men
"afgifte" in plaats van "aflevering".

Artikel 38 (dat artikel 31 wordt).

Deze bepaling moet worden geredigeerd naar het model van artikel 27, dat artikel 24 wordt.

Artikel 39 (dat artikel 32 wordt).

Deze bepaling moet worden geredigeerd naar het model van artikel 26, dat artikel 23 wordt.

*

.../...

Het zou beter zijn in de Franse tekst het opschrift van hoofdstuk IV als volgt te stellen : "Dispositions relatives aux installations de la classe C".

*

Artikel 40.

De ontworpen bepaling dient te vervallen om dezelfde redenen als die welke reeds zijn aangegeven met betrekking tot de artikelen 20 en 29.

De bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen om milieuvergunningen af te geven voor inrichtingen van categorie C, wordt geregeld bij artikel 44, dat artikel 36 wordt.

Derhalve kan de bepaling vervallen.

Artikel 41 (dat artikel 33 wordt).

De ontworpen bepaling moet worden geredigeerd naar het model van artikel 22, dat artikel 19 wordt.

Artikel 43 (dat artikel 35 wordt).

De woorden "indien één van de volgende gevallen zich voordoet" dienen te vervallen.

.../...

In het opschrift van Afdeling III behoort het woord "Aflevering" te worden vervangen door "Afgifte".

Artikel 44 (dat artikel 36 wordt).

1. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat paragraaf 1, eerste lid, beter als volgt wordt gesteld :

"Art. 36. § 1. Het college van burgemeester en schepenen geeft de milieuvergunning af. Het college brengt zijn beslissing ter kennis van de aanvrager binnen tachtig dagen te rekenen van de datum van het in artikel 15 bedoelde ontvangbewijs van de aanvraag".

2. Paragraaf 1, tweede lid, waarin sprake is van "deze termijn" en van de bemoeienis van de overlegcommissie, is niet duidelijk. De tekst dient anders te worden gesteld.

3. Het is beter paragraaf 2 als volgt te stellen :

"§ 2. Bij gebreke van kennisgeving van de beslissing binnen de voorgeschreven termijn wordt de beslissing geacht gunstig te zijn".

Artikelen 45, 46 en 47
(die de artikelen 37, 38 en 39 worden).

.../...

1. Volgens de gemachtigden van de minister ligt het in de bedoeling van de Executieve om het instellen van een beroep mogelijk te maken, niet alleen tegen beslissingen die zijn genomen inzake vergunningen, maar ook tegen stilzwijgende vergunningen als gevolg van de toepassing van de artikelen 28, 37, 39, 44 en 59.

De ontworpen teksten slaan niet op die gevallen. Zij moeten derhalve anders worden gesteld.

2. De ontworpen bepalingen schrijven niet voor door wie het beroep kan worden ingesteld. In dat verband hebben de gemachtigden van de minister erop gewezen dat een ieder een dergelijk beroep kan instellen, zonder dat een belang behoeft te worden aangetoond.

Aldus wijkt de ontworpen ordonnantie af van de algemene beginselen volgens welke een belang moet worden aangevoerd om in rechte te kunnen optreden.

Het lijkt volkomen abnormaal dat iemand die geen enkel belang aantoonst, een beroep kan instellen, ook al betreft het een administratief beroep, te meer omdat de beslissingen die omtrent een aldus ingesteld beroep zouden worden genomen, het voorwerp kunnen zijn van een vordering tot nietigverklaring bij de Raad van State, in welk geval de verzoekende partij een belang moet aantonen.

.../...

3. Er moet eveneens worden voorzien in het geval van de beslissingen van het college met betrekking tot de verlenging van de milieuvergunning.

Artikel 48 (dat artikel 40 wordt).

"Art. 40. Het beroep wordt bij ter post aangetekende brief aan de bevoegde overheid gericht binnen dertig dagen, te rekenen van :

1E ...;

2E ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 49 (dat artikel 41 wordt).

Voorgesteld wordt te schrijven :

"Art. 41. De beslissing van de overheid die over het beroep uitspraak moet doen, wordt met redenen omkleed. Zij wordt binnen zestig dagen na de afgifte ter post van de aangetekende zending welke het beroep bevat, ter kennis gebracht van de partijen. Is de beslissing binnen die termijn niet ter kennis gebracht, dan wordt de bestreden beslissing geacht bevestigd te zijn".

Artikel 50 (dat artikel 42 wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 42. Het beroep heeft geen schorsende kracht".

.../...

Artikel 51 (dat artikel 43 wordt).

Het zou beter zijn in de Franse tekst te schrijven :

"... aux installations de la classe C".

In het opschrift van titel III schrijve men :
"... voorwaarden voor de afgifte van milieuattesten en -vergunningen".

Artikel 53 (dat artikel 45 wordt).

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de strekking is van de ontworpen bepaling, en inzonderheid rijst de vraag of aan de elementen die in aanmerking moeten worden genomen, op geldige wijze moet worden tegemoetgekomen in de bij artikel 54 vereiste motivering van de beslissing, dan wel zij in het dossier alleen moeten zijn aangegeven.

Bovendien kan het onderzoek van alle opgesomde verplichtingen een buitensporige verplichting lijken wanneer deze onduidelijk zijn opgegeven, zoals "de doeleinden, opties en principes die een gids zijn ...", of wanneer in paragraaf 2 wordt bepaald dat "de belangen die in artikel 2 beoogd worden en de belangen van de aanvrager of de exploitant" tegen elkaar moeten worden afgewogen.

Het komt aan de Executieve en aan de Raad toe om te oordelen of de ontworpen bepaling, die, zoals zij thans is

.../...

geredigeerd, tot tal van geschillen aanleiding kan geven, behouden dient te blijven.

Artikel 55.

Artikel 55, dat vanzelfsprekende regels bevat, kan vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 56, § 1.

Artikel 56 (dat artikel 47 wordt).

In paragraaf 2, die het enige lid wordt, zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 47. Onder voorbehoud van andere voorwaarden kan de overheid die de milieuvergunning afgeeft, inzonderheid bepalen ...".

Artikel 58 (dat artikel 49 wordt).

1. De ontworpen tekst schrijft voor dat de vergunning slechts voor twintig jaar geldig is. Daaruit vloeit voort dat, buiten de toepassing van striktere bepalingen van internationaal recht en buiten het geval van tijdelijke installaties, de geldigheidsduur ervan niet korter kan zijn. De aandacht van de Executieve en van de Gewestraad wordt gevestigd op dat gevolg van de ontworpen tekst.

.../...

2. De bepaling moet worden aangevuld door toevoeging van een nieuw lid met betrekking tot de geldigheidsduur van het milieuattest.

3. Bovendien kunnen de woorden "zonder afbreuk te doen aan meer beperkende bepalingen van het internationaal recht" vervallen.

Artikel 59 (dat artikel 50 wordt).

1. Het zou beter zijn in paragraaf 1 te schrijven :

"Art. 50. De geldigheidsduur van de milieuvergunning kan voor twee opeenvolgende periodes van telkens vijf jaar worden verlengd. De geldigheidsduur van de vergunning voor een tijdelijke installatie kan evenwel niet worden verlengd".

2. Paragraaf 2, eerste lid, tweede volzin, moet worden geredigeerd naar het model van de tekst die is voorgesteld voor het tweede lid van artikel 26, dat artikel 23 wordt.

Artikel 60 (dat artikel 51 wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 51. Van de beslissing betreffende een aanvraag om een milieuattest of milieuvergunning wordt kennis gegeven :

.../...

1E...;

2Evoor installaties van categorie A en B, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het project moet worden uitgevoerd;

3E... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 61 (dat artikel 52 wordt).

De ontworpen bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Art. 52. Van de beslissing betreffende een administratief beroep ingesteld krachtens titel II wordt kennis gegeven aan de aanvrager, de exploitant, de bevoegde overheid, alsmede aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het project moet worden uitgevoerd".

Artikel 62 (dat artikel 53 wordt).

Er dient te worden geschreven : "... in de artikelen 51 en 52 genoemde beslissingen maakt het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het project moet worden uitgevoerd, voor een duur van vijftien dagen het advies bekend door middel van een aanplakbiljet dat het onderwerp van de beslissing vermeldt : ...".

.../...

Artikel 63 (dat artikel 54 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 54. Een ieder kan te allen tijde kennis nemen van de beslissing en het dossier bij de diensten van de bevoegde overheid".

Artikel 64.

Het artikel moet vervallen aangezien het een onnodige herhaling is van een algemene regel die is neergelegd in artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 65 (dat artikel 55 wordt).

De bepaling onder 3E zou beter worden geredigeerd als volgt :

"3E binnen de maand die volgt op een verandering van exploitant of een stopzetting van de activiteiten, de bevoegde overheid daarover inlichten;".

Artikel 68 (dat artikel 58 wordt).

.../...

1. In de inleidende volzin zou het beter zijn te schrijven : ", wordt genomen :".

2. In de bepaling onder 2E wordt verwezen naar artikel 53. Er is voorgesteld dat artikel weg te laten.

3. De bepaling onder 3E zou beter worden geredigeerd als volgt :

"3E na advies van de overlegcommissie, wanneer dat advies moet worden gevraagd".

4. In de Franse tekst van de bepalingen onder 1E en 3E (?) moeten de woorden "le cas échéant" vervallen.

5. In de bepaling onder 1E is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

Artikel 70 (dat artikel 60 wordt).

Dat artikel bepaalt :

"De door de Executieve aangestelde ambtenaren zijn belast met het toezicht op de installaties van categorieën I en II (lees : A en B)".

In de commentaar bij de ontworpen bepaling staat verder :

.../...

"Met het toezicht worden belast : de door de Executieve aangestelde gewestelijke ambtenaren voor alle installaties van categorie A en B, de burgemeester en de aangestelde gemeentelijke ambtenaren uitsluitend voor installaties van categorie C of tijdelijke installaties".

De Raad van State vraagt zich af of de door de Executieve aangestelde ambtenaren, ambtenaren van het Gewest of ambtenaren van het Instituut zullen zijn. De ontworpen tekst moet op dat punt worden verduidelijkt.

Artikel 71 (dat artikel 61 wordt).

De bepaling luidt als volgt :

"De burgemeester en de gemeentelijke ambtenaren die door hem aan de Executieve tot bevoegdverklaring werden voorgesteld, worden belast met het toezicht op installaties van categorie III (lees : categorie C) en op tijdelijke installaties".

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe de Executieve zelf de gemeentelijke ambtenaren zou kunnen aanwijzen die worden belast met het toezicht op de installaties van categorie C en de tijdelijke installaties, zij het op de voordracht van het college.

Bovendien zou volgens de memorie van toelichting de burgemeester zelf ook met bepaalde opdrachten worden belast.

De tekst van de ordonnantie zou die opdrachten moeten bepalen.

.../...

Artikel 72 (dat artikel 62 wordt).

Om zich te gedragen naar de rechtspraak van het Arbitragehof (arrest nr. 44 van 23 december 1987) dient de ontworpen bepaling te worden aangevuld met de woorden "behalve indien zij een woning is in de zin van artikel 10 van de Grondwet".

Artikel 76 (dat artikel 66 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 66. De met het toezicht belaste ambtenaren mogen in de uitoefening van hun opdracht ...".

Artikel 77 (dat artikel 67 wordt).

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijven men : "... bij een met redenen omklede beslissing elke maatregel bevelen of nemen om het gevaar, de hinder of het ongemak bedoeld in artikel 2 te vermijden, te verminderen of te verhelpen".

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, wordt bepaald dat de bevolen maatregel kan worden uitgevoerd op het "risico van diegene waarop de maatregel van toepassing is".

.../...

Die bepaling wijkt af van het burgerlijk recht inzake de aansprakelijkheid.

De memorie van toelichting geeft daarover geen enkele wettiging.

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe het milieubeleid meebrengt dat van het gemene recht wordt afgeweken met een specifiek voorschrift waarvan de noodzaak overigens niet duidelijk blijkt.

Artikel 78 (dat artikel 68 wordt).

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 68. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank, of met een van die straffen alleen, wordt gestraft hij die :".

2. In de bepaling onder 2E dekken de woorden "een installatie exploiteert" niet alle gevallen bedoeld in artikel 7 van het ontwerp.

Het is dus beter te schrijven :

"2Ezonder milieuvergunning een van de in artikel 7 bedoelde werkzaamheden verricht;".

.../...

Artikel 79 (dat artikel 69 wordt).

Men schrijve in 2E : "... om die met naleving van deze ordonnantie te vervullen, zonder zijn kennis degelijk getoetst te hebben;".

Artikel 82.

De ontworpen bepaling luidt als volgt : "Om volledig of gedeeltelijk de administratiekosten te dekken die uit de toepassing van titel II voortvloeien (namelijk het afgeven van de milieuattesten en -vergunningen), kan de Executieve retributies heffen ten gunste van het Gewest of het Instituut".

Toen de afdeling wetgeving uitspraak had te doen over het begrip "retributie", heeft ze de volgende principes gegeven (4) :

"Trois critères permettent de distinguer la redevance de l'impôt :

1Ela redevance doit être la contrepartie immédiate d'un service et être proportionnée au coût de celui-ci;

(4)Advies L. 20.087/9 van 14 november 1990 over een voorstel van decreet "relatif aux établissements classés eu égard à leurs risques et nuisances pour l'environnement", Gedr. St. Waalse Gewestraad 99 (1988-1989), nr. 3.

2Ela redevance doit également être la contrepartie d'un service fourni au redevable et non à la collectivité toute entière;

3Ela redevance doit être la contrepartie d'un service auquel il a été recouru volontairement".

In het onderhavige geval kan men niet zeggen dat aan de aanvrager van een milieuattest of -vergunning een dienst wordt verleend. De door de ontworpen ordonnantie opgezette vergunningsregeling is integendeel een geheel van dwingende bepalingen die van toepassing zijn op bepaalde afzonderlijke bedrijven en die worden gewettigd door het algemeen belang. Het systeem van vergunning en toezicht komt ontegensprekelijk ten goede aan de gemeenschap en niet aan de aanvrager van een attest of een vergunning.

De door de ontworpen bepaling vastgestelde retributie beantwoordt dus niet aan de bovenstaande criteria. Het gaat niet om een retributie, maar om een belasting. Daaruit volgt dat het overeenkomstig artikel 110 van de Grondwet aan de wetgever zelf en niet aan de Executieve toekomt om de belastinggrondslag en de belastingvoet ervan vast te stellen.

Bijgevolg moet de ontworpen bepaling ofwel vervallen, ofwel grondig worden herzien.

Slotbepalingen (artikelen 81 en volgende).

1. Algemene opmerkingen.

.../...

In de opheffings- en overgangsbepalingen van de ontworpen ordonnantie komt de wil tot uiting om heel het recht van de gevaarlijke, hinderlijke en ongezonde inrichtingen dat van toepassing is in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, te behandelen wat de aspecten betreft die tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren, met de bijkomende moeilijkheid dat het gemene recht, dat nu vervat is in titel I van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, een verordening is, terwijl andere bijzondere vormen van politie, zoals die over de explosieven of het giftige afval, geregeld worden door wetteksten.

Sommige slotbepalingen kunnen niet volledig uitdrukking geven aan die wil en de volgende verbeteringen worden voorgesteld.

In elk geval is het absoluut noodzakelijk dat een uitvoeringsbesluit wordt vastgesteld, niet alleen om de lijsten van installaties op te maken die zijn bedoeld in artikel 4, derde en vierde lid, maar ook om een volledige herziening van de vigerende teksten tot stand te brengen aan de hand van de definitieve tekst van de ordonnantie, door gebruik te maken van de ruime machtigingen die deze ordonnantie al aan de Executieve verleent.

In die optiek zou het nuttig zijn de slotbepalingen van de ontworpen ordonnantie aan te vullen met een artikel dat is geredigeerd op de volgende wijze :

"De Executieve kan de bestaande wetsbepalingen geheel of gedeeltelijk vervangen, wijzigen of opheffen om de

.../...

vroegere teksten in overeenstemming te brengen met deze ordonnantie".

Hoe het ook zij, de periode tussen de aanneming van de ordonnantie en de aanneming van de uitvoeringsbesluiten ervan zal zo kort mogelijk moeten zijn, omdat het gevaar bestaat dat ze veel geschillen zal opleveren waarvan de oplossing bijzonder ingewikkeld zal zijn.

2. Bijzondere opmerking betreffende artikel 83 (dat artikel 72 wordt).

Gelet op de voorgaande opmerkingen en aangezien de redactie van dat artikel in het ontwerp moeilijk te begrijpen is, zou de bepaling kunnen worden gesteld als volgt :

"Art. 72. Binnen de perken van de in artikel 2 bepaalde bevoegdheden zijn de volgende bepalingen niet langer van toepassing in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, behalve indien de uitvoering van deze ordonnantie die toepassing noodzakelijk maakt :

1E de artikelen 2 en 3 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. Bijzondere opmerkingen betreffende artikel 84 (dat artikel 73 wordt).

1. Het zou beter zijn in het eerste lid te schrijven :

"Art. 73. Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ...".

.../...

Die opmerking geldt ook voor het tweede lid en voor artikel 85.

De tekst moet verwijzen naar de ordonnantie betreffende de milieuvergunning, met vermelding van de datum.

2. Het zou beter zijn in het tweede lid te schrijven :

"Voor hetzelfde Gewest wordt in dezelfde wet een artikel 7bis ingevoegd, luidende : "... in de zin van de ordonnantie van ... betreffende de milieuvergunning, geldt de milieuvergunning als de vergunning vereist krachtens artikel 5, § 1, eerste lid"".

4. Bijzondere opmerking betreffende artikel 85 (dat artikel 74 wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 74. Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt in de wet van 26 maart 1971 ... een artikel 2bis ingevoegd, luidende : "Wat het rechtstreeks of onrechtstreeks lozen betreft van stoffen afkomstig van een installatie in de zin van de ordonnantie van ... betreffende de milieuvergunning, geldt de milieuvergunning als de in artikel 2, tweede lid, 2 en 3, bedoelde vergunning, als die vereist is"".

5. Bijzondere opmerking betreffende artikel 87 (dat artikel 76 wordt).

De paragrafen 1 en 2 zouden moeten worden samengevoegd in één lid, geredigeerd als volgt :

"Art. 76. Tot de inwerkingtreding van de lijsten die de Executieve krachtens artikel 4 moet opmaken, worden, naast de installaties bedoeld in bijlage I of bijlage II, als installaties beschouwd en vallen onder toepassing van de in deze ordonnantie bepaalde vergunningsprocedures :".

In de opsommingen die dan volgen blijkt het onnodig en een bron van moeilijkheden te zijn om twee keer de verschillende installaties te vermelden. Het zou beter zijn om onmiddellijk te bepalen welke installaties moeten worden gelijkgesteld met installaties van categorie B en welke moeten worden geacht tot categorie C te behoren.

Artikel 88 (dat artikel 77 wordt).

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, dienen in de Franse tekst ook de "autorisations" (in het Nederlands eveneens "vergunningen" genoemd) te worden vermeld.

2. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, zal de gewestwetgever moeten uitmaken of het opportuun is voor een deel af te wijken van het beginsel van de onmiddellijke inwerkingtreding van de procedurevoorschriften. Zo ja, dan zou de bepaling kunnen worden geredigeerd als volgt :

.../...

"De procedures voor het onderzoek van de aanvragen en de afgifte van de vergunningen bedoeld in het eerste lid, alsook de behandeling van de georganiseerde administratieve beroepen, verlopen overeenkomstig de voorschriften die van kracht waren op het tijdstip waarop de aanvraag is ingediend of het beroep is ingesteld, wanneer zulks is geschied vo, 'o, ' r de inwerkingtreding van deze ordonnantie".

3. Paragraaf 4, die het vierde lid wordt, is gedeeltelijk in tegenspraak met de voorgaande paragraaf en is voor het overige een herhaling van een voorschrift dat al in paragraaf 2, die het tweede lid wordt, staat. Hij is op zijn minst dubbelzinnig. Hij moet vervallen. Zo niet, dan zou de specifieke strekking ervan duidelijker moeten worden gemaakt en moet bovendien in de Franse tekst niet "autorisation" maar "permis" worden geschreven.

Bijlagen.

In de bijlagen worden de installaties vermeld die staan in de bijlagen I en II van het ontwerp van ordonnantie "betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten" en voor de exploitatie waarvan een milieuvergunning vereist is.

In bijlage I, 1, tweede streepje, is sprake van "onderzoeksinstallaties voor produktie of splijt- of kweekstoffen" (5).

(5)De Nederlandse tekst is onvolledig.

Die tekst moet vervallen want de rechtspraak van het Arbitragehof zegt (6) :

"6.B.10. - Naar luid van artikel 6, § 1, II, 3E, zijn de Gewesten bevoegd voor "de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, onder voorbehoud van de bepalingen die betrekking hebben op de arbeidsbescherming".

De Gewesten hebben aldus de bevoegdheid gekregen voor de "externe" politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen. Om het begrip van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven nader te omschrijven, verwijst de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet naar titel I van het algemeen reglement op de arbeidsbescherming. Dat betekent niet dat de bevoegdheid van de Gewesten beperkt zou zijn tot de bedrijven die, bij de inwerkingtreding van de wet van 8 augustus 1980 waren opgenomen in hoofdstuk II van titel I van het A.R.A.B. De Gewesten mogen die bepalingen wijzigen door er types van bedrijven uit te schrappen of er nieuwe aan toe te voegen. Er moet nochtans worden vastgesteld dat de bijzondere wetgever daarbij niet de bedrijven heeft willen opnemen die bedoeld zijn in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemene reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen. Hij heeft immers

(6) Arbitragehof, arrest nr. 54 van 24 mei 1988 (rol nr. 47).

niet gewild dat de bescherming tegen ioniserende stralingen, die gedeeltelijk de leefmilieubescherming omvat, voor wat betreft de vergunningen zou worden opgesplitst over verscheidene overheden. Aangezien het Gewest niet bevoegd is om vergunningen toe te kennen voor de exploitatie van kerninstallaties, kan het dus ook de procedures ervan niet bepalen, al was het maar voor één van de elementen ervan".

SLOTOPMERKINGEN.

1. In veel bepalingen van de ontworpen ordonnantie wordt verwezen naar artikelen van de ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, die onlangs door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad is aangenomen, en naar het ontwerp van ordonnantie betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten, waarover de Raad van State op 1 juli 1991 advies L. 20.594/9 heeft gegeven.

Er zal rekening moeten worden gehouden met de definitieve nummering van de bepalingen in die twee ordonnanties.

2. In het ontwerp wordt misbruik gemaakt van hoofdletters (college van burgemeester en schepenen, overlegcommissie).

3. In het Frans schrijve men "titre premier", "chapitre premier", "section première".

.../...

4. Er is geen reden om een artikel in paragrafen in te delen als geen daarvan niet ten minste twee leden telt.

5. Wanneer in een volzin een genummerde onderindeling nodig is, moet zulks worden gedaan met 1E, 2E, 3E, enz.

6. De Nederlandse tekst van sommige bepalingen is uit een oogpunt van correct taalgebruik voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in het advies dienaangaande een aantal voorstellen gedaan.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Monsieur : C.-L. CLOSSET,
de Heer :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame : M.-L. THOMAS,
Mevrouw :
Monsieur : M. HANOTIAU,
de Heer :

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-F. NEURAY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.